

**Convention collective régionale**

IDCC : 1384. – **VINS DE CHAMPAGNE**  
**(9 juillet 1985)**

(Etendue par arrêté du 6 juin 1986,  
*Journal officiel* du 28 juin 1986)

ACCORD DU 1<sup>ER</sup> SEPTEMBRE 2006  
RELATIF À L'ARTICLE 22 « ADAPTATION DE LA RÉMUNÉRATION  
MENSUELLE À L'HORAIRE RÉEL EFFECTUÉ »

NOR : *ASET0651072M*  
IDCC : 1384

Article C 22

*Adaptation de la rémunération mensuelle à l'horaire réel effectué  
et ces cas particuliers (forfaits, tâcherons)*

1. Horaire réel collectif ou indivisuel inférieur  
à l'horaire normal hebdomadaire

Si une partie de l'horaire hebdomadaire normal (modulé ou non) ayant servi à la détermination de la rémunération mensuelle n'est pas effectuée, elle est déduite de ladite rémunération sur la base du tarif horaire. La prime éventuelle d'intégration de 6,09 ou 10,13 heures par mois après 6 mois, n'étant pas inhérente à la nature du travail réalisé, reste acquise.

Par dérogation à cette règle, lorsque l'entreprise ferme de son plein gré, aucun abattement n'est appliqué. En cas de fermeture pour force majeure, la récupération éventuelle du travail perdu fait l'objet de négociations internes (CE, DP). La modulation de l'horaire en dessous de l'horaire normal, les jours fériés payés non récupérables, les congés payés, les absences médicalement justifiées ne réduisent pas la mensualité dans les conditions définies par les textes qui les concernent.

La pluie n'est pas un motif justifiant la mise en chômage partiel du personnel.

La modulation de l'horaire normal de travail ne remet pas en cause les dispositions prévues à l'article C 35 prévoyant la garantie de maintien du salaire mensualisé aux salariés en arrêt de travail. Cette garantie porte sur le maintien du salaire correspondant à l'horaire normal.

Si les absences au travail se révélaient à l'expérience plus nombreuses pendant la période d'horaire normal majoré par modulation, une nouvelle négociation sera entreprise.

## 2. Horaire réel supérieur à l'horaire normal hebdomadaire

Les heures de modulation ou de récupération amenant l'horaire au-dessus de l'horaire légal ne modifient pas la mensualité car elles sont des heures de travail normal transférées non considérées comme heures supplémentaires.

Les heures supplémentaires donnent lieu à l'attribution du repos compensateur calculé sur les bases légales, et :

- soit à une rémunération supplémentaire établie conformément aux règles définies par le code du travail ;
- soit à la rémunération des seules majorations légales avec récupération à temps équivalent du nombre d'heures réalisées ;
- soit à l'attribution d'un droit à récupération majorée sans aucune rémunération supplémentaire à la normale.

Accord tripartite du 1<sup>er</sup> septembre 2006 (annule et remplace celui du 1<sup>er</sup> août 2006).

Suivent les signatures des organisations ci-après :

### **Organisation patronale :**

Union des maisons de Champagne.

### **Syndicats de salariés :**

Intersyndicat des salariés du champagne CGT ;

Syndicat du champagne FO ;

Syndicat de maîtrise, employés et cadres du champagne (SMECC).